

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 6 JUILLET 1978 - N° 734

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

ARSENAUX Bourges tiré d'affaire par les directions syndicales LA MAJORITE VOULAIT CONTINUER



- A Brest, malgré les pressions de toutes sortes, 45 % des grévistes étaient pour la poursuite de la grève
- A Lorient, 56 % votent la poursuite
- Les directions syndicales fortement critiquées par les travailleurs Lire en page 4

MOULINEX

- La direction ne veut rien céder de plus
- Un mouvement de reprise s'amorce
- A Caen, le mouvement est toujours aussi fort

Lire en page 5

Contre les mesures Stoléru



MANIFESTATION SAMEDI

Samedi 8 juillet à 14 heures, à Paris, de Barbès à Nation, nous manifesterons notre soutien aux travailleurs immigrés en lutte, et notre volonté de faire échec tous ensemble, aux mesures Stoléru. Un soutien d'autant plus urgent à l'heure où se tiennent une série de procès contre les résidents des foyers, à Rambouillet, Sanois, St Denis, Ivry, Longjumeau, procès avec lesquels le gouvernement prétend rendre la mobilisation des travailleurs plus difficile.

Conférence de Tripoli : troupes françaises hors du Tchad !

Les conversations «pour la réconciliation nationale» au Tchad ont commencé cette semaine avec des représentants du gouvernement tchadien, du Frolinat, de la Libye, du Niger et du Soudan. Le dirigeant du Frolinat, Goukouni a déclaré : «Tant que les forces françaises sont au Tchad, le conflit tchadien ne peut trouver une solution politique». Le délégué du Soudan a déclaré que les Africains devaient eux-mêmes régler tous leurs problèmes «afin de ne pas donner l'occasion d'intervenir aux forces étrangères à l'Afrique, contre les intérêts des peuples africains».

Liban : les combats se poursuivent

Les affrontements, entre Syriens et fascistes libanais ont continué mardi et mercredi à Beyrouth. La Syrie exigeait le désarmement complet des phalanges, le régime Assad entendant mettre au pas les fascistes, ses alliés d'hier. Quoi qu'il en soit, le développement du conflit à l'intérieur du Liban crée toujours le risque d'impliquer la Résistance palestinienne, dont l'autonomie reste toujours contestée, y compris par le régime syrien.

Sommet de Brême : l'Europe fragile

Lire en page 6

Elleinstein : une déclaration ambigüe

Lire en page 3

Accident du travail au Bon Marché 2 ouvriers tués, 4 blessés

Deux ouvriers ont été tués et 4 autres blessés dans un dramatique accident du travail survenu hier au Bon Marché à Paris.

Mardi matin, vers 10 h 15 un échafaudage s'écroule au Bon Marché à hauteur du sixième étage, entraînant avec lui la verrière. L'écroulement semble dû à une charge de matériaux mal répartie sur l'échafaudage... Toujours sans nouvelles de leurs camarades, les ouvriers du chantier ont fait grève à 14 h 30. C'est seulement vers 23 h qu'ils ont connu le bilan exact de l'accident. Trois ouvriers sur les 4 survivants sont hospitalisés. La direction du grand magasin dégage sa responsabilité en rappelant cyniquement que le chantier dépendait d'une entreprise extérieure.]

Deux ouvriers condamnés après un accident du travail !

Deux ouvriers ont été condamnés mardi à 1 000 et 1 500 F d'amende avec sursis par la chambre correctionnelle à Saint Nazaire. Le 6 décembre 76 une chaudière explose dans un méthanier en construction sur les chantiers de l'Atlantique : trois ouvriers sont brûlés et un autre tué. L'accident est dû à la défectuosité d'une valve automatique, bloquée par un morceau de lime. Les juges n'ont pas suivi le ministère public qui ne réclamait pas moins que la prison pour les ouvriers. Les chantiers sont simplement reconnus civilement responsables et condamnés à indemnisation des victimes.

INTERNATIONAL

Yemen : participation directe des soviéto- cubains et des Soviétiques aux affrontements ?

Selon plusieurs journaux arabes qui citent des officiers du Yemen du Sud réfugiés au Nord, des éléments des troupes soviéto-cubaines présentes au Yemen du Sud ont participé directement aux affrontements qui ont abouti à l'exécution du président Robaya. Les Mig qui ont bombardé le palais présidentiel auraient été pilotés par des Soviétiques, tandis que la troupe de choc qui a donné l'assaut aurait été constituée de Cubains.

Au sujet de ces événements, le président somalien Siad Barre a déclaré dans un discours «les problèmes survenus dans les deux Yemens ont suscité une tension sérieuse et une grande inquiétude dans la région de la Mer Rouge. Aujourd'hui les intentions de l'URSS sont connues de tout le monde. Pour satisfaire ses intérêts stratégiques en Mer Rouge, dans le Golfe et dans l'Océan Indien, elle veut mettre sur pied un régime fantoche dans cette région, puis s'en emparer afin de remettre en cause la stabilité et la liberté des pays africains de cette région, pour ensuite s'ingérer facilement dans leurs affaires intérieures».

Marche des Indiens sur Washington



C'est le 15 juillet prochain que s'achèvera la marche de protestation des Indiens qui a commencé l'hiver dernier. 3 000 Indiens sont attendus à Washington dernière étape du vaste mouvement de protestation des Indiens contre l'abrogation des traités avec le gouvernement américain qui les prive désormais de leurs droits sur la pêche et sur les richesses de leur sous-sol.

Affaire Bressolles

UNE LUTTE INCESSANTE

Mireille Bressolles, travailleuse hospitalière, déléguée syndicale CGT à l'hôpital d'Auxerre, où le directeur ne tolérait pas de syndicat, a été rétrogradée en 1972.

Elle avait conscience qu'être déléguée syndicale signifie défendre les revendications des travailleurs. En 1972, elle soutient la lutte des travailleuses non-titulaires dans son centre sur la question des heures supplémentaires, mettant en avant la défense de leurs conditions de vie et la nécessité de création d'emplois. Elle avait aussi conscience que la médecine à l'hôpital doit être au service des malades. Elle gérait trop : la réponse à la lutte qu'elle soutenait, ce fut pour elle, déléguée syndicale combattive, de la rétrograder. Elle ne l'acceptera pas. Aujourd'hui où les travailleurs hospitaliers développent massivement les luttes pour exiger ces mêmes droits que Mireille avait défendus, établissent dans leur combat la solidarité malades-travailleurs hospitaliers, le cas de Mireille Bressolles est plus que jamais un combat commun de tous les travailleurs.

Mireille Bressolles en est morte, elle a mené pendant deux ans une lutte incessante, solitaire. Le syndicat CGT n'a pas joué son rôle d'appui et de défense. En dernier recours, elle a entamé une grève de la faim à Auxerre le 7 mars 1977. Un vaste élan de solidarité s'est développé, un comité de soutien a été créé, sa lutte individuelle devenait collective. Les pouvoirs ont cédé alors qu'il était trop tard. Le jour où ils acceptent de la réintégrer, elle entre dans le coma, elle meurt le 20 mai 1977 et laisse un orphelin, son fils Fabrice.

Aussitôt, les autorités concernées reprennent ce qu'elles ont dû céder : toute trace de leur promesse disparaît. Ce refus de réintégrer Mireille prive Fabrice de tout droit au capital-décès et à la pension qui en découle. Les pouvoirs, eux, misent sur le découragement du comité et espèrent que la lutte est terminée. Mais aussitôt après sa mort, le comité de soutien se transforme en Comité Bressolles et va mener une lutte incessante pour que la DDASS tienne ses engagements. La tactique du pouvoir sera de gagner du temps.

Comme au début de la

grève de la faim, ils essaieront d'ignorer cette lutte, tout en déclenchant des campagnes de calomnies, jusqu'au moment où la popularisation prend une telle ampleur qu'ils se voient obligés de modifier leur tactique. Alors ils entreprendront une guerre d'usure, exigeant toujours de nouveaux documents juridiques qui, aussitôt obtenus, n'ont plus de valeur pour eux. Ils renouvelleront perpétuellement les obstacles et les exigences.

Le travail persévérant du comité les contraint à devoir reconnaître leurs erreurs. La population, informée régulièrement, s'indigne de plus en plus. Ce travail met les pouvoirs en difficulté. La DDASS est dépossédée de l'affaire. Le préfet entre alors dans l'arène, mais en ayant pris soin auparavant de se couvrir en saisissant le tribunal administratif de Dijon pour avis. C'est le recours à la «justice» seraine et à l'écart des remous populaires.

Le Directeur de la DDASS, le Préfet, Soisson, tous fuient leurs responsabilités, se disent très touchés par un tel cas, mais continuent à miser sur le

pourrissement de la lutte. Mais le comité, largement soutenu, reconnu tardivement par syndicats et partis de gauche, a établi un rapport de forces qui dérange de plus en plus ces messieurs. Ceux-ci multiplient les déclarations humanitaires et se gardent bien d'accorder leurs actes à leurs belles paroles.

Le préfet attend l'avis de la justice, qui doit pouvoir prendre son temps, tout son temps. Qu'espère-t-il donc ? Attendre les vacances pour que leur verdict passe inaperçu ? Le comité est de plus en plus fort. La gauche accourt après avoir calomnié et Mireille et le Comité. Cette gauche reconnaît maintenant unanimement le comité, qui continue son travail, se refuse à entrer dans leurs querelles et réalise un soutien unitaire. A cette dérobade des autorités politiques, le comité riposte ; la bourgeoisie auxerroise s'empêtre et se discrédite de plus en plus.

Corr. Auxerre

Faites parvenir vos lettres de soutien au :
Planning familial
13, Allée Heurtebise
ZAC Saint-Siméon
89000 Auxerre

Strasbourg :

Relents nazis

Le 3 juillet s'ouvrait à Strasbourg le procès d'un fasciste, le docteur Iffrig, sur plainte de la Ligue des droits de l'homme et du MRAP, qui s'est constitué partie civile. «Diffamation raciale, provocation à la haine et à la discrimination raciale, apologie de crimes de guerre et des faits de collaboration avec l'ennemi», les motifs de plainte ne manquent pas contre ce nostalgique du nazisme. Il a, pour propager ses idées ultra-réactionnaires, édité une revue du nom d'Elsa, et ce sont les articles parus dans sa revue qui lui valent aujourd'hui d'être poursuivi devant la justice.

Cette revue qui, par tous ses aspects, rappelle étrangement celle que les nazis éditaient pendant l'occupation, est l'organe d'un mouvement qui réclame entre autres, l'expulsion de tous les étrangers qui ne pourraient faire la preuve

de leur utilité et qui nie l'exécution de six millions de Juifs durant la seconde guerre mondiale.

En relation avec d'autres mouvements d'extrême-droite européens, le docteur Iffrig a aussi créé un mouvement avec des prétentions européennes qui mettrait l'Europe aux mains des Allemands de son bord. Tous ces projets sentent le rance et alors que des milliers de personnes condamnaient la semaine dernière les groupes d'extrême droite en descendant dans la rue, le tribunal de Strasbourg n'a demandé qu'une peine avec sursis et rendra son jugement le 11 juillet. Tandis qu'en Seine et Marne, des émules nazis diffusent des tracts reprenant les mêmes idées, l'attitude de la justice paraît bien conciliante vis-à-vis de ces partisans de méthodes expéditives, au moment où ils font un redéploiement.

LE MAIRE DE ROANNE : «STOP AU SKATE»

Le skate-board, vous connaissez ? Cette planche à roulettes, qui tient à la fois du surf et du patin à roulettes, et qui connaît un succès sans cesse croissant vient d'être interdite d'usage dans la commune de Roanne. Ce sport, alliant recherche de l'équilibre et souplesse, a un tel écho chez les jeunes que

la plupart des municipalités ont dû aménager des aires spéciales pour sa pratique. Le maire PS de Roanne a choisi, lui, de régler le problème en l'éliminant ; des jeunes, inquiets de ne pouvoir «plancher» sont allés rendre visite au maire. Ils attendent toujours la réponse.

POUR LE RESPECT DES DROITS DE LA DEFENSE

Deux avocats du Barreau de Paris ont pris l'initiative de créer un «Mouvement pour le respect des droits de la défense» après les attaques répétées auxquelles celle-ci a eu à faire face. Cette initiative a déjà reçu le soutien de plusieurs dizaines de signataires.

«Les droits de la défense sont quotidiennement bafoués dans le monde.

L'Europe elle-même n'est plus épargnée. Hier en Allemagne, des lois d'exception ont considérablement réduit les droits de la défense.

En France, on assiste depuis quelques temps à une attaque contre la profession d'avocat.

A Versailles, un avocat fait l'objet d'une demande de renseignements pour avoir émis dans un congrès son opinion sur la Justice.

A Aix, un avocat du Barreau de Marseille, est condamné pour avoir exercé, en son âme et conscience, la mission de la Défense.

A Paris, l'interpellation de deux avocats sert de prétexte à une campagne orchestrée et diffamatoire contre la profession d'avocat.

Tous ces événements

constituent des symptômes inquiétants et à travers ces attaques, c'est la notion de défense représentée par le Barreau que l'on veut condamner.

En se battant pour le respect des droits de la défense, les avocats ne défendent aucun privilège corporatiste, mais simplement les libertés de chacun.

Indépendamment de l'action que peuvent mener leurs ordres professionnels, les avocats se doivent, indépendamment de leurs opinions politiques, de se regrouper pour défendre ce qui est l'essentiel de leur mission.

C'est pourquoi les avocats soussignés, invitent leurs confrères, à les rejoindre au sein du mouvement «Pour le respect des droits de la défense».

Cette association aura pour objectif d'intervenir dans toutes les campagnes mettant en cause les libertés individuelles et les droits de la défense.

Me Francis SZPINER
Me Hubert JABOT

Mouvement pour le respect des droits de la défense. 82 rue de la Folie Méricourt, Paris 11^e.

Réunion des partis « communistes » de l'Europe des Neuf

DES CONTRADICTIONS NON AVOUEES

● Les PC des neuf pays du marché commun se sont réunis le week-end dernier à Luxembourg pour préparer les élections au Parlement européen. Le

Il aura fallu plusieurs jours à *L'Humanité* pour rendre compte de cette réunion. Selon l'article, des « convergences » ont été établies sur les points suivants : « La volonté de lutter pour voir satisfaire les grandes revendications des travailleurs européens face à la crise pour le plein emploi, pour des droits nouveaux et le progrès social ; pour la sauvegarde et le renforcement de la démocratie ; pour un développement de la coopération dans le respect des intérêts nationaux ; pour une Europe de paix, de réduction des armements et de coexistence pacifique. »

Une déclaration de principe au contenu politique un peu mince.

Ce qui est le plus intéressant, dans cette déclaration, c'est, comme souvent, les silences. On y trouverait vainement trace d'une position commune sur l'entrée de l'Espagne et d'autres pays dans le Marché commun. Des divergences sont donc probablement apparues et certains des partis de l'Europe des Neuf ont peut-être soutenu la position de leurs collègues espagnols, favorables, quant à eux, à l'entrée de leur pays dans la CEE (QdP d'hier).

Ce que *L'Humanité* reconnaît indirectement en

insistant sur l'indépendance des PC européens quant à l'élaboration de leur ligne politique. « Chacun est parfaitement conscient de la grande diversité des situations et des analyses qui souvent en découlent. » Admirable euphémisme ! Mais qui pourrait s'appliquer aux positions du PCF lui-même. Avant les élections, celui-ci expliquait, par la bouche de ses économistes, qu'il fallait développer la coopération avec l'Espagne, pour faire pièce à l'Allemagne et aux États-Unis (voir notre encadré). Il est vrai que depuis les choses ont changé ; les perspectives de l'arrivée au pouvoir du PCF étant maintenant repoussées à assez loin, il voit d'un plus mauvais oeil la concurrence de l'Espagne, qui susciterait des difficultés pour les agriculteurs français.

Du même coup, les attaques contre le RPR deviennent plus feutrées. Dans *L'Humanité* de lundi, on pouvait lire une déclaration de Plissonnier affirmant que « le RPR, au delà des oppositions de façade — auxquelles il nous a habitués — se ralliera une fois encore aux propositions du pouvoir. »

Le lendemain, *La Lettre de la Nation* affirmait que l'entrée de l'Espagne dans l'Europe n'était pas acqui-

vague du commentaire de *L'Humanité* laisse entendre que des contradictions sont apparues entre eux, notamment sur l'élargissement de l'Europe.

se, parce qu'il faudrait une majorité pour la voter.

Du coup, le ton se radoucit : « Quant à M. Chirac, s'il est amené à considérer l'élargissement du Marché commun comme une « erreur capitale », c'est qu'il est amené à tenir compte de certaines réalités. Reste à savoir jusqu'où le conduira cette évolution. »

Le PCF, à force de constater des convergences entre le PS et Giscard, peut s'attendre à un retour de bâton de la part du PS qui ne manque pas de souligner la convergence de fait entre le RPR et le PCF. Et de ressortir ses thèses sur la nouvelle stratégie du PCF qui, selon Mitterrand, s'oriente vers le compromis historique.

François NOLET

La position du PCF avant les élections

« Nous pouvons donc importer bien davantage d'Italie et aussi exporter davantage en Italie. Ainsi ce sera bon pour nous en diminuant nos importations excessives et donc notre déficit avec les USA et la RFA, et bon pour l'Italie qui est déficitaire actuellement comme nous avec les mêmes (alors que nous sommes déficitaires avec elle si nous ne considérons que les équipements vendus et achetés). (...) »

C'est valable aussi hors de la CEE. Avec l'Espagne par exemple, techniquement moins développée, mais qui fabrique des équipements lourds et avec qui nous avons des échanges importants à peu près équilibrés (faiblement déficitaires en 1976), l'Espagne qui appartient à l'Europe du Sud, à cet ensemble méditerranéen possible dont on discute. »

Paul BOCCARA

Extraits de *Changer l'économie, entretiens avec quatre économistes du PCF effectués en juillet 1977.*

Le conseil d'Etat examine le recours en annulation de l'extradition de Klaus Croissant

Le conseil d'Etat examinera vendredi le recours en annulation du décret d'extradition concernant maître Klaus Croissant. Ce recours avait été déposé par M^e Croissant une demi heure avant une extradition qui avait toutes les allures d'un enlèvement. Enlèvement d'autant plus scandaleux que la seule charge retenue était la circulation d'informations entre détenus et que le Conseil d'Etat n'avait même pas statué.

Le 16 janvier dernier le président de la 16^e chambre du tribunal de Stammheim s'engageait « solennellement » à remettre K. Croissant en liberté si le conseil d'Etat invalidait l'extradition... Le choix du 7 juillet pour cette décision laisse en tout cas présager un nouveau « sale coup » du pouvoir.

Défilé de crispatoire. Suite et fin

Deuxième série de rencontres et défilés à visée décripatoire à l'Elysée mardi et mercredi. Mardi c'était Chirac et Lecanuet qui ont vu Giscard et parlé en petit comité de la prochaine convention nationale de l'UDF. De l'entretien avec Chirac et Labbé rien n'a filtré. On peut parier que les propos n'ont pas été spécialement tendres. Mercredi c'est au tour de Mitterrand qui après avoir fait savoir qu'il était choqué de ne pas avoir été consulté pour le Zaïre, s'engouffre un mois après à l'Elysée. Le PCF n'envoie

lui, que Ballanger président du groupe parlementaire, Marchais se trouvant miraculeusement en vacances en Roumanie. *L'Humanité* du même jour ne consacre du reste que trois lignes pour annoncer la visite de Ballanger.

La « nuit bleue » en Corse revendiquée par le FNLC

Le FNLC a revendiqué la série d'explosions de la nuit de lundi à mardi en Corse. De son côté Peyrefitte a affirmé que « les choses ne traineront pas » contre les auteurs d'une « violence soit-disant politique ». Par ailleurs sous le sous-titre « Parmi les plastiqueurs bretons figure le fils d'un ancien nazi » *L'Humanité* de mercredi emboîte allègrement le pas à la presse de droite et pratique l'amalgame entre le fils et le père, qualifiant les violences de « gangrène ». Les fédérations du PCF de Bretagne appellent ouvertement à une répression plus brutale contre « les activités criminelles des groupuscules autonomistes » qui ne sont « possibles que grâce à la mansuétude du pouvoir ! »

DISCRETION DU PCF

Une délégation du PCF, composée de Paul Le Gall, membre du Comité central, et de secrétaires fédéraux, est partie pour Moscou à l'invitation du PCUS. *L'Humanité* annonce cette nouvelle avec une grande discrétion.

«SOCIAUX-DEMOCRATES»

Le petit groupuscule qui s'intitule *Mouvement démocrate socialiste de France* vient de décider d'adhérer à l'UDF. Ce groupe est dirigé par Max Lejeune, ex-ministre SFIO sous la IV^e République.

PCF : les « contestataires » reprennent la plume

● Ces dernières semaines, les oppositionnels du PCF avaient perdu l'habitude d'écrire dans la presse. La mode a l'air de repartir. Elleinstein publie dans *Le Monde* un article : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », cependant que Yves Roucaute et Serge Lewisch, membres de l'UEC, commencent une série dans *Le Matin*.

De son côté, Elleinstein relève, dans la dernière période, ce qu'il désigne comme un certain nombre de reculs par rapport à l'orientation adoptée au 22^e congrès. Mais en même temps, il signale dans le dernier comité central du PCF des tendances qu'il considère comme positives, concentrant son attaque sur Jeannette Vermeersch, dans des termes proches de ceux de *L'Humanité*, il se démarque soigneusement d'Althusser, dont les tendances politiques sont rapprochées au passage de celles de la veuve de Thorez.

Au total, un texte ambigu et prudent, dont on se demande s'il constitue une mise en demeure avant la reprise d'attaques plus nettes, ou si au contraire il ne pourrait pas être le signe d'une première brèche dans le front des « contestataires » apparu après les élections de mars.

Tout différent est l'article de Roucaute et Lewisch, qui se rattachent au courant althussérien. Certes, quelles précautions oratoires sont prises ! Demander une autocritique de la direction, c'est faire comprendre qu'on n'est pas forcé pour un changement de direction. Mais l'ensemble de l'article est d'un ton très virulent, même si sur le contenu, il n'apporte rien de très nouveau pour l'instant.

ELLEINSTEIN :

« Certains, sous le prétexte de condamner une déviation électoraliste et réformiste du 22^e congrès, (Félix Damette, *L'Humanité* du 30 juin), veulent le jeter par dessus bord et l'on accuse certains communistes, sans aucune preuve, d'esprit électoraliste, d'esprit liquidateur, d'esprit révisionniste. En même temps, on a laissé de nombreux procès en Union soviétique ou en RDA (le procès Bahro) se dérouler en se contentant de deux ou trois lignes de regrets en pages intérieures de *L'Humanité*. On a censuré les critiques de l'hégémonisme faites au congrès de la Ligue des communistes yougoslaves. On a résumé en trois ou quatre lignes les déclarations faites par un secrétaire de la CGT lors de la conférence sur les syndicats libres en Union soviétique (...) »

L'expression « eurocommunisme » a elle-même disparu des colonnes de *L'Humanité*. (...) Chacun sait mes désaccords fondamentaux avec Louis Althusser sur les grands problèmes stratégiques de notre temps (...) Louis Althusser s'est bien gardé de donner son sentiment par exemple dans sa série d'articles du *Monde*, sur la dictature du prolétariat (...). On ne peut pas demander une rénovation du parti communiste français au nom du passé. Il est significatif que Jeannette Thorez-Vermeersch n'ait pas critiqué Louis Althusser.

Le 22^e congrès a constitué un choix fondamental, et l'important est de s'y tenir (...)

Le dernier comité central a constitué un progrès incontestable sur la voie d'une meilleure appréhension du débat et des raisons que tant de communistes, même non signataires d'un texte, d'articles dans la presse non communiste, peuvent avoir de critiquer tel ou tel aspect de l'application de la politique du parti, même s'il tente, par la distinction entre suiveurs et meneurs, d'apporter une division fort discutée (...).

Ce n'est qu'un début, continuons donc le combat ! Ce qui n'empêche pas de tout mettre en œuvre pour appliquer les décisions du comité central, comme l'exigent, non sans raison, les principes du centralisme démocratique. »

ROUCAUTE ET LEWISCH :

« Qui ne sait, à la direction, malgré la suffisance affichée, l'état de l'organisation ? Qui ne sait que, dans l'immense majorité des cellules qui se réunissent (c'est loin d'être souvent le cas), les trois quarts des communistes ne viennent pas aux réunions ? Il ne sert à rien de cacher cette réalité (...). Et les discours d'autosatisfaction de la direction n'y changeront rien. Les positions de la direction sont aujourd'hui minoritaires dans le Parti (...). »

Ce n'est pas en désignant les « meneurs » à la manière du patronat dans les usines et du pouvoir dans l'armée que le parti communiste retrouvera sa crédibilité chez les travailleurs (...)

Un jour viendra où la minorité dirigeante apprendra à faire une autocritique que nous demandons si facilement à nos voisins. »

Becton - Dickinson (Grenoble)

Toujours en grève

Suite au jugement de Référés, une trentaine de gendarmes (assistés de 5 cars de CRS en réserve) ont procédé à l'évacuation de l'usine Becton-Dickinson. Comme le précisait les délégués CFDT au mégaphone : «C'est la première fois depuis 20 ans que dans l'Isère, la police évacue des locaux occupés par des grévistes». Protégés par une double haie de CRS, les non-grévistes sont rentrés travailler dans l'usine. L'après-midi, une manifestation de soutien défilait de la bourse du travail au siège social de la société. Parmi les 300 participants, on comptait une centaine de travailleurs de Becton-Dickinson, les autres étant des ouvriers de Raymond Douton, le Fens, la Sescosem, Neyrpic... La détermination des grévistes de Becton-Dickinson est intacte, car la décision de réoccuper dès mardi matin à 4 h 30 a été prise.

«Cela ne nous déplaît pas d'être une direction de choc qui essaye à tout prix de ne pas se laisser intimider par des syndicalistes inconscients de la gravité de la situation et qui n'hésitent pas une fois de plus à afficher des tracts injurieux».

Et pour convaincre ceux qui en douteraient, la direction diffuse elle-même cette déclaration provocatrice, en tract, à l'entrée de l'usine. Il faut dire que, pour faire croire au scénario de l'usine en difficulté, la direction, le chef de personnel, l'ingénieur principal, le chef de la comptabilité, d'autres «travailleurs de force» de la direction venaient retrousser leurs manches la nuit pour tenter de briser la grève des opérateurs de l'atelier de «formage du verre» et le ridicule résultat les rendait haineux.

Tout ce beau monde sévit à la filiale française de la multinationale américaine Becton-Dickinson. Cette entreprise fabrique du matériel chirurgical et emploie environ 350 personnes à l'usine de Pont de Claix. Son intention est

en fait de multiplier par deux la productivité par la généralisation des 3 x 8 et d'accroître la charge de travail (un ouvrier devra régler deux machines au lieu d'une, il y aura une ouvrière au contrôle au lieu de deux).

En réponse aux tentatives d'intimidation de la direction (envoi de lettres d'avertissements à domicile, licenciement de 3 militants, mise en chômage partiel de 120 personnes) le mouvement, d'abord limité à un atelier, gagne l'ensemble de l'usine. L'AG du 14 juin formule les revendications : 300 F pour tous, paiement des heures chômées et des heures de grève.

Lundi 26 juin, le personnel décide l'occupation de l'usine et met en place des commissions : juridique, collectes, finances, popularisation...

Le mercredi 28 juin, 6 délégués syndicaux sont convoqués au tribunal des Référés. Un bal de soutien a eu lieu le 1^{er} juillet dans le Hall des sports d'Echirolles.

Corr. Grenoble

Grenoble : réunion publique de l'UOP

L'Union Ouvrière et Populaire organise un forum sur le thème : «Pour des luttes victorieuses, préparons celles de demain !», au centre social Chorrier-Berriat.

JEUDI 6 JUILLET A 20 H 30

Projection d'un montage-diapos sur la lutte de Renault et la participation de travailleurs de Fougerolles, de Becton Dickinson et Renault-Dauphiné.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

Téléphonez
au Quotidien du Peuple
636.73.76.

Arsenal de Brest

LA MAJORITE VOULAIT POURSUIVRE LA GREVE



2 887 voix pour et 2 230 contre ! Tel est le résultat exact du vote organisé par les syndicats à l'arsenal de Brest lundi matin. C'est ce résultat que tous les organes de presse (y compris *L'Humanité*) qualifient de «largement en faveur de la reprise du travail». Encore faut-il ajouter que les directions syndicales avaient concocté toute la journée de dimanche un document dans lequel elles exposaient le résultat des négociations avec le ministre de la Défense sous un jour plus que favorable afin de faire mieux passer leur «appréciation de la situation», concluant dans ces termes : les trois syndicats étaient amenés à «considérer que la reprise du travail paraissait la solution la plus adaptée à la situation.» Sans remettre en cause le droit aux organisations syndicales de donner leur point de vue sur la situation et de faire des propositions aux travailleurs, il convient de noter que cette prise de position — qui a le mérite d'être

très claire — a de toute évidence pesé dans le résultat du vote.

On notera également avec intérêt le libellé exact de la question sur laquelle avaient à se prononcer les travailleurs au cas où ils étaient favorables à la reprise du travail, ou tout simplement hésitants : «Je me prononce pour la suspension du mouvement en cours tout en me déclarant prêt à reprendre la lutte dès que les conditions seront réunies pour la création d'un rapport de forces suffisant, permettant de compléter les acquis et particulièrement le rétablissement des décrets salariaux.»

Fruit d'une «longue réflexion à laquelle s'étaient livrés dimanche les représentants de l'intersyndicale» selon plusieurs observateurs, ce libellé appelle plusieurs remarques :

1) Que l'on nous explique en quoi le rapport de forces actuel dans les arsenaux n'était pas suffisant. S'il en était besoin, le ré-

sultat du vote malgré les fortes pressions exercées pour suspendre le mouvement montre la détermination des grévistes.

2) Pourquoi ne pas avoir clairement expliqué que la revendication des travailleurs des arsenaux, celle-là même qui avait déclenché la lutte (l'application des décrets salariaux) n'était pas obtenue ?

3) Cette manière frauduleuse de poser des questions dans lesquelles les travailleurs ne se retrouvent plus, ou bien tout le monde se retrouve (ceux qui veulent continuer la grève, comme ceux qui estiment qu'il faut reprendre le travail) doit être vigoureusement dénoncée. C'est un peu ce que certains leaders syndicaux posent comme question quand ils veulent faire cesser une grève : «Ceux qui sont pour reprendre le travail d'un côté ; ceux qui veulent continuer la lutte sous d'autres formes de l'autre côté». On nous a habitués à ces sordides manipulations, à ces cari-

catures de démocratie où les jeux sont faits d'avance par ceux qui ont décidé d'arrêter la grève.

Incontestablement, la majorité des travailleurs de l'arsenal de Brest voulait continuer la grève, voulait obtenir l'application des décrets salariaux que Bourges refuse. Mais voilà, les directions syndicales en avaient décidé autrement. Elles avaient décidé que le mouvement avait assez duré. Nombreux sont les travailleurs qui ont compris cela. Lorsque le délégué de FO annonça les résultats du vote, et appela au nom des trois syndicats à la reprise du travail, il se vit copieusement siffler. Des voix s'élevèrent : «Syndicat des patrons... démission !».

Ainsi, provisoirement, les directions syndicales auront réussi encore une fois à casser un mouvement qui se marquait par la combativité sans faille dont les travailleurs avaient fait preuve depuis le début. De cela, elles devront rendre des comptes.

Agitation autour des tapis verts

Les spécialistes de la négociation font des heures supplémentaires dans cette période où commencent les congés. C'est que le début de l'été a été chaud, marqué par une «forte poussée sociale» comme ils disent. Les luttes qui se sont déclenchées quelques semaines seulement après les élections ont un peu surpris nos négociateurs. Ils les attendaient bien, mais pas si vite. Ils avaient justement prévu d'organiser les choses de telle sorte que les uns présentant avantageusement les quelques brico-

les que les autres auraient concédées au cours de «négociations-sérieuses-et-réalistes», il aurait été possible d'éviter un trop fort choc social à la rentrée de cet automne. Bref, les uns et les autres espéraient faire l'économie d'une vague de luttes en septembre. Telles étaient les aimables combinaisons qui s'échafaudaient dans le clair-obscur des cabinets patronaux.

Or, ne voilà-t-il pas que ces satanés ouvriers avec leurs foutues grèves et leurs revendications déma-

gogiques viennent remettre en cause cet équilibre fragile difficilement réalisé entre «partenaires sociaux». Donc, il importe de mettre les bouchées doubles si l'on veut réussir à donner le change. Et que je te signe des accords, de ceci et de cela... 17 en tout, d'après la radio qui, évidemment, fait grand bruit autour de ces «négociations-marathons».

S'agit-il pour les travailleurs de rejeter les quelques miettes que leur donneront les patrons ? Evidemment pas. On peut toujours prendre. Ce n'est

pas quant au fond sur cet aspect des choses que les directions syndicales sont critiquables. Mais que font-elles sur le terrain des luttes ? Elles les sabotent (ouvertement ou non) ; elles veulent faire croire que le moment n'est pas à la lutte car il n'y a pas, selon elles, de «débouché politique» pour le moment. Les travailleurs se chargeront de leur prouver le contraire à la rentrée de septembre comme ils leur ont infligé un sévère démenti en ce début d'été.

Moulinex : mercredi 6 heures...

LA REPRISE... N'EST PAS POUR AUJOURD'HUI

● La direction de Moulinex ne veut rien céder de plus que les maigres concessions qu'elle a faites pour certaines catégories de travailleurs. Pourtant, un mouvement de reprise du travail s'est amorcé dans un grand nombre des usines du groupe.

A Cormelles-le-Royal, bastion de tous temps dans les luttes, le mouvement se poursuit, toujours aussi fort. Mercredi matin, la direction faisait intervenir les flics pour faciliter sans doute la reprise qu'elle avait déjà fait annoncer par les journaux, la radio, la télé-régionale. Elle en aura été pour ses frais, puisque quasiment personne n'est rentré après un vote massif à main levée pour la poursuite de la lutte.

Il faut croire que la direction est très ennuyée par la poursuite de la grève puisque après avoir pris tant de moyens pour casser la lutte, elle a finalement décidé de discuter à Caen mercredi

6 heures ; il fait encore gris ; mais à Moulinex, c'est la grande illumination. Tous les ateliers qui donnent sur la route, au bord des champs sont violemment éclairés. Pour la direction, il s'agit de se donner tous les moyens pour faire rentrer les hésitants. Total, pas grand chose. Toutes les portes sont largement ouvertes ; les grévistes à cette heure sont massés devant l'entrée principale. Quelques voitures, quelques mobylettes entrent par les autres portes, mais ce n'est pas la reprise proclamée pourtant par la presse. *Quest-France* titre à la Une : «*Moulinex, la reprise prend tournure*».

A l'heure d'entrée de la «normale» à 7 h, il y a foule, toute le monde est

là. Soudain surprise : de la route venant du village de Cormelles, des motos de CRS déboulent suivies de cars de flics de la ville qui prennent position aussitôt devant l'usine et refoulent les grévistes sur la route. «*Ils sont fous*» disent les grévistes, «*s'il y avait des hésitants prêts à reprendre si ça se présentait, c'est rapide !*». Pourtant, les nouvelles des autres boîtes n'étaient pas trop bonnes puisque presque partout la reprise s'amorçait ou était déjà effectuée. Le panneau syndical CFDT indiquait cette situation sans commentaires. Mais après l'intervention des nervis l'autre jour, la présence des flics, c'est trop ! Les plaisanteries furent. Les syndicalistes mettent sous le nez des flics des

matin à 8 h. Pourtant, la veille encore, elle affirmait sûre de son coup, qu'il n'était plus question de reprendre les négociations. C'est un recul à mettre à l'actif de la détermination des grévistes de Cormelles.

Cela dit, le mouvement risque de connaître des jours difficiles dans la mesure où les perspectives manquent, où les contacts entre les différentes usines se raréfient, et une amorce de reprise se confirmait mercredi matin. Pour relancer l'action sur tout le groupe, il faudrait une volonté dynamique encore possible mais qui semble faire défaut. Il y a beau temps que la direction CGT a appelé à cesser la lutte.

Et nombreux sont les travailleurs, les militants à Cormelles et ailleurs qui pensent que tout n'a pas été fait pour assurer une victoire totale.

G.P.

panneaux avec les photos de l'intervention des cadres : «*C'est ça que vous voulez faire ? Bravo !*»

Dans cette situation, les votes proposés par les délégués, après une intervention mi-figue, mi-raisin sur les quelques acquis, et la présence des flics seront nets. A la question : «*Les propositions de la direction sont-elles suffisantes ?*», c'est un «non» sorti par des centaines de poitrines ! A la question : «*reprend-t-on le travail en y mettant comme condition l'évacuation des flics ?*», c'est un non catégorique ! Du côté de la garde, quelques mains se lèvent pour la reprise, une infime minorité. Contre la reprise, c'est une forêt de bras et de parapluies qui se lèvent.

Aussitôt, les chansons des filles de Moulinex repartent de plus belle sous le nez des flics qui reculent sous la poussée progressive jusqu'entre les piliers des portes. Les slogans imagés contre les cadres partent en tous sens. A 8 h, les délégués annoncent que la direction reçoit la CFDT de l'usine de Caen à 9 h moins le quart.

La veille pourtant, elle affirmait définitive : «*pas question de reprendre les négociations*» ! Devant la masse des ouvriers refusant la reprise malgré les flics et la pression que constitue l'émiettement au niveau du groupe, la direction est bien obligée de négocier. Et c'est bien la masse des grévistes qui ont imposé la poursuite du mouvement avec force.

vail !» Un cadre, blême, ose répliquer : «*Les matraques, elles étaient de votre fabrication*». Aussitôt cette provocation se répand parmi les grévistes qui laissent éclater leur colère : «*Bientôt ils diront qu'ils n'étaient pas au courant*». Les grévistes s'écrient : «*Vous voulez qu'on rentre pour travailler sous les ordres de ces gens qui tapent sur les femmes ?*» L'altercation se poursuit et les cadres préfèrent se retirer.

Vers 15 heures, il est clair pour tout le monde que les machines ne risquent pas d'être prêtes pour le lendemain. «*Ce ne sont pas les trois ou quatre cadres qui sont là qui les feront tourner*». Petit à petit, les grévistes rentrent chez eux en se donnant rendez-vous très tôt mercredi matin avant l'heure normale. Tous ceux qui sont là sont conscients de l'importance de la journée de mercredi où un nou-

été quelquefois le cas. On sait bien que les plus exploités, ce sont les OS. Mais c'est une question de principe. On demande la même chose pour tout le monde.»

Un petit quarteron de cadres s'est mis à l'abri dans l'entrée, à côté de la garde ; il est aussitôt entouré et couvert de cris : «*Assassins*». Les grévistes leur rappellent l'agression sauvage qu'ils ont commise contre les piquets la semaine dernière. «*Il y a une fille qui en a pour six mois avec la cheville brisée. C'est ça votre tra-*

Contre les mesures Stoléru

Le Comité de Coordination des foyers SONACOTRA, ADEF, AFTAM, AFRP appelle tous les travailleurs Français et Immigrés, tous les démocrates, les organisations politiques et syndicales, à participer massivement à une grande riposte, contre les nouvelles mesures racistes de L. Stoléru.

Déjà Stoléru menace et expulse des milliers de travailleurs immigrés dans leur pays d'origine par le biais du fameux million.

Aujourd'hui Stoléru a pris la défense de la SONACOTRA et d'autres associations gestionnaires des foyers AFTAM, ADEF, AFRP etc...

Stoléru, aujourd'hui attaque les travailleurs immigrés. Demain ça sera les travailleurs Français, notre lutte est celle de toute la classe ouvrière.

- contre les loyers trop chers.
- pour la satisfaction des revendications légitimes de tous les travailleurs.
- mêmes droits pour les travailleurs Français et Immigrés.

C'est pour cela que les organisations signataires soutiennent l'appel lancé par le Comité de Coordination à l'ensemble des travailleurs Français et Immigrés, à tous les démocrates à participer à la manifestation du 8 juillet 1978.

Avec le soutien de : OCT, Cedetim, permanence anti-expulsion, CUFI, UCF ml, MTA, OCF ml, PCR ml, HR, CFDT - hôtellerie, café, restaurant URP.

TOUS A LA MANIFESTATION
SAMEDI 8 JUILLET 1978
DE BARBES A NATION

Le Comité de Coordination des foyers en lutte

Gravelines : poursuite de la lutte

Mercredi 5 au matin, la grève se poursuivait sous la pluie, beaucoup de voitures arrêtées, des délégués filtrent les voitures de ceux qui viennent pour les équipes de sécurité. Toutes les boîtes sont arrêtées. «*Au début beaucoup de cars venaient à vide, les jours d'après moins, maintenant plus du tout*».

Le rendez-vous est donné à tous pour jeudi avec les résultats de la commission paritaire. Un ouvrier nous raconte comment ça a commencé : «*Egelec était en grève, nous on s'est réuni de notre côté sur nos revendications et puis il y a eu une réunion de délégués de toutes les boîtes. Tous bloqués dehors à cause du piquet de grève d'Egelec, cette journée de grève a été non payée par le patron. Ce seul fait a suffit pour faire démarrer toutes les boîtes. Le ras le bol est général sur le chantier, les conditions de travail restent dures malgré le rôle positif d'une commission particulière d'Hygiène et Sécurité où les ouvriers imposent des améliorations. Le chantier arrive sur sa fin, certains ont déjà reçu leur lettre de licenciement, la baisse de salaire est importante pour tous, le déplacement ne paie plus, on est obligé de prendre sur les salaires. Ce qui fait la force des ouvriers, c'est leur unanimité : les revendications sont les mêmes pour tous : 10% d'augmentation de salaire, garantie et continuité de l'emploi*

paiement de jours de grève, base minimum d'indemnité de déplacement portée de 65 à 100 F pour les grands déplacements.

En ce qui concerne les négociations la volonté est affirmée d'y aller tous ensemble afin de conserver l'unité de toutes les boîtes.

Depuis le jeudi 29 juin, la quasi-totalité des entreprises du chantier est en grève. EGELEC est arrêtée depuis 15 jours pour des augmentations de salaire : 10 %, primes de déplacement et un «statut nucléaire» qui donne la garantie de l'emploi et assure l'unité entre toutes les entreprises des chantiers. Les travailleurs d'EGELEC ont bloqué l'entrée dès le début pour imposer leurs revendications. Devant le refus des patrons de payer les heures des ouvriers bloqués à la porte, les ouvriers de toutes les autres boîtes sont entrés dans le mouvement pour exiger le paiement des jours chômés et reprennent les mêmes revendications que ceux d'EGELEC.

La grève est reconduite par les 2 000 grévistes tous les matins à 7 h par un vote à main levée. Le piquet de grève est assuré par des travailleurs français et immigrés au coude à coude. Une réunion paritaire aura lieu jeudi. Selon la CGT, majoritaire sur le chantier, «*avant la réunion, la grève sous sa forme présente doit se maintenir*». Jusqu'à maintenant, la direction a refusé toute négociation.

Corr Dunkerque

L'ECHEC D'UNE MANOEUVRE

Massivement, les travailleurs de Moulinex avaient rejeté les 90 F accordés par la direction uniquement aux OS. C'était d'ailleurs le seul point sur lequel elle reculait. Pour les grévistes, pas question de se laisser diviser ainsi, O.S. d'un côté, O.P. de l'autre, d'autant plus qu'on demandait non pas 90 F mais 400 F pour tous. Ils ne voulaient pas reprendre là-dessus après plusieurs semaines de bagarre. Et personne n'était rentré lundi, bien que les portes soient ouvertes.

Mardi à l'AG du matin, rendez-vous était pris pour 13 h puisque c'est à cette heure que la direction comptait faire remettre en route les machines par les OP. Comme convenu, plusieurs centaines de grévistes se retrouvent devant l'usine sous une pluie battante. Pas de discours, pas de prise de parole. Mais personne ne rentre si ce n'est deux ou trois cadres ; un huissier fidèle est

● La direction de Moulinex avait largement fait savoir par la presse, la radio, la télé régionale, qu'elle «*demandait au personnel du service entretien de se présenter dès mardi dès 13 h 30 pour la remise en route des installations*» et qu'elle «*proposait une reprise du travail aux heures habituelles le mercredi 5 juillet à l'usine de Cormelles-le-Royal*».

A l'entendre, à écouter tous ces moyens d'information, la chose était faite. Mais la veille, l'assemblée générale de 7 h qui avait rassemblé plus de monde que jamais devant les portes de l'usine déserte, avait décidé à mains levées de poursuivre le mouvement.

à leurs côtés pour constater les éventuelles entraves à cette chère «liberté du travail». Ils en seront pour leurs frais car personne n'essayera de rentrer ou de forcer les groupes devant les portes.

«*Pas question de rentrer*» expliquent deux jeunes fraiseurs. «*C'est nous qui avons commencé les débrayages, la direction ne nous donne rien et c'est nous qu'elle voudrait faire rentrer les pregniers. Ce n'est pas bien malin*» disent-ils en riant. «*Et ce n'est pas la question, même si, dans le temps, ça a*

Sahara : nouvelle opération du Front Polisario contre le train minéralier

Dans l'après-midi du 29 juin, l'Armée de Libération populaire sahraouie a effectué une opération militaire contre le train minéralier Nouadhibou-Zouérate qu'elle avait déjà attaqué quatre jours avant. Un important tronçon de la voie ferrée a été détruit, ainsi que du matériel ferroviaire. Douze militaires de l'escorte ont été tués. Tout en développant de nombreuses opérations sur le territoire national, le Front Polisario continue malgré l'invasion marocaine et l'intervention française à mener des opérations de contre-offensive en Mauritanie.

Corée du Sud : manifestations contre le régime fasciste

Un mouvement de lutte contre le régime fasciste de Park Chung Hee s'est développé à l'Université de Chonnam, au Sud de la Corée du Sud. Le 26 juin, onze professeurs qui avaient publié une déclaration en faveur des libertés démocratiques étaient arrêtés. Le 27, les étudiants, entraînés en lutte à leur tour pour les soutenir. Les 29 et 30 juin, ils ont organisé des rassemblements dans l'Université et ont manifesté dans la rue, affrontant la police du régime fasciste.

URSS : manifestation des Tatars en Crimée

800 Tatars ont manifesté le 28 juin près de Simferopol en Crimée pour réclamer le retour de la minorité des Tatars déportée au Kazakhstan en Crimée. Ils accompagnaient la dépouille mortelle d'un de leurs compatriotes, Moussa Mahmoud qui s'était suicidé par le feu pour protester contre l'interdiction qui lui avait été faite par le régime de Brejnev de résider en Crimée. Il avait déjà deux ans de prison pour violation des règles sur la résidence.

IRAN

La semaine dernière, des manifestations de plusieurs milliers de personnes contre le régime du Shah ont eu lieu à Chiraz et Kermenchah. La police est intervenue avec des grenades lacrymogènes et a opéré plusieurs dizaines d'arrestations.

CHYPRE

Le président de la République chypriote Kyprianou et les dirigeants des principaux partis se sont prononcés contre un partage de Chypre entre la Grèce et la Turquie.

ETHIOPIE

Le lieutenant Wolde Kidan, membre de la junte éthiopienne, de retour de la conférence du Comecon a déclaré que l'Éthiopie espérait être prochainement intégrée dans le Comecon, «dès qu'elle aura jeté les bases d'une croissance économique régulière». En même temps, le DERG annonçait la création prochaine d'un «parti d'avant-garde». Il s'agit pour le régime fasciste de s'entourer encore plus de phraséologie révolutionnaire et de changer de visage, répondant ainsi aux injonctions de Moscou.

PORTO-RICO

Quatre militants indépendantistes porto-ricains ont occupé mardi le consulat de Chili à Porto-Rico. Ils réclamaient la libération de plusieurs militants emprisonnés et voulaient protester contre la célébration de la fête nationale américaine à Porto-Rico.

PROCHE-ORIENT

A la suite du voyage de Mondale, une conférence tripartite américano-égypto-israélienne est prévue. Mais les dirigeants sionistes ne s'engagent pas à y participer. Ils n'accepteront aucune condition préalable égyptienne exigeant de lui d'assumer des engagements a priori.

URSS : «DEBAT DEMOCRATIQUE» EN AZERBAÏDJAN

Le ministre de l'Intérieur de la République soviétique d'Azerbaïdjan a été tué par un directeur de prison qui s'est ensuite suicidé. Il s'agit sans doute d'un règlement de comptes.

Conseil européen de Brême

LA FRAGILITE DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Jeudi et vendredi se tiendra, le Conseil européen de Brême, réunissant une nouvelle fois les chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays membres de la communauté européenne. Abordant un certain nombre de problèmes posés par la situation européenne et mondiale, ce Conseil aura avant tout à traiter de la coopération monétaire, donc du

Si, par la proximité même des deux rencontres au sommet, le Conseil de Brême revêt une importance particulière, étant l'occasion pour les pays européens, de se concerter avant d'affronter les États-Unis, rien ne permet d'affirmer, cependant, que ses résultats dépasseront ceux des conseils européens précédents en marquant un pas en avant par exemple dans la construction de l'unité européenne ou dans l'affirmation d'une position d'indépendance par rapport aux USA. La portée des conseils européens qui se réunissent trois fois par an, soit à Bruxelles, soit dans le pays à qui incombe par roulement la présidence du conseil, paraît en effet quelque peu limitée, si l'on considère les difficultés des Neuf à définir une politique commune.

Et si on assiste, depuis quelques mois, à un certain déblocage de la construction européenne, ce redémarrage ne saurait cacher les limites que connaît aujourd'hui l'intégration européenne, limites qui se traduisent notamment dans l'impuissance des Neuf à peser d'un poids propre à l'égard de l'extérieur.

CONSTRUCTION DE L'EUROPE SOUS CONTRÔLE AMERICAIN

C'est en 1974, que sur proposition de Giscard, les rencontres au sommet des chefs d'Etat européens qui ont eu lieu jusque-là à intervalles réguliers (La Haye 69, Paris 72, Copenhague 73, Paris 74), se transfèrent en «Conseils européens». L'institutionnalisation des sommets et leur fréquence plus élevée devaient surtout accélérer le processus d'unification politique de l'Europe.

Or la construction de l'Europe en tant que puissance politique et économique pesant de son propre poids, se heurte à des limites importantes :

D'une part, l'intégration européenne s'est réalisée largement sous contrôle américain. Si la perspective d'une «Europe européenne» appuyée notamment par la France gaulliste, a pu paraître réelle pendant un certain temps, à partir de 1974, au plus tard, la construction européenne suit une orientation clairement atlantiste. C'est à ce moment-là que les Neuf renoncent à toute défense autonome. Dans une déclaration sur l'identité européenne (1974), ils définissent l'intégration européenne en fonction des «liens étroits qui existent

projet de la création d'une «zone de stabilité monétaire en Europe», projet favorisé par Schmidt en particulier. Le conseil de Brême qui se réunit dix jours avant le sommet des pays industrialisés à Bonn, devra définir en outre une position européenne commune face aux États-Unis, en ce qui concerne le problème de la relance des économies.



Il y a un an, le sommet de Copenhague

entre les États-Unis et l'Europe des Neuf», accordent donc aux USA le premier droit de regard sur la construction européenne.

LES BOURGEOISIES EUROPEENNES DIVISEES FACE A LA CRISE

D'autre part, la crise économique la plus grave depuis la seconde guerre mondiale, qui se fait ressentir surtout à partir de 1973 avec la «crise du pétrole» fait ressortir les divisions et rivalités entre les bourgeoisies européennes. Leurs désaccords occupent une place de plus en plus importante dans les conseils européens. Qu'il s'agisse des éternelles bagarres au sujet de la politique agricole, des multiples mises en garde de l'Allemagne menaçant de réduire ses contributions budgétaires si les pays européens n'engagent pas une lutte anti-inflationniste plus rigoureuse, ne mettent pas plus d'ordre dans leurs économies nationales ; qu'il s'agisse de la crise monétaire ou de l'impuissance des pays européens à faire face au chômage, à la crise dans certains secteurs de leurs industries : l'Europe piétine ; les décisions prises aux conseils européens sont limitées, souvent, elles ne sont que des déclarations d'intention.

DE L'EUROPE SUPRANATIONALE...

En même temps, s'affirme nettement l'orientation «supra-nationale» de la construction européenne. C'est ainsi qu'au conseil de Paris de 1974 est adopté le vote majoritaire dans un certain nombre de ques-

tions remplaçant le vote à l'unanimité. Le rapport Tindemans prévoit la création de nouveaux pôles de décision contrebalançant l'autorité des États européens — tel le parlement européen élu au suffrage universel et doté d'une «autorité politique nouvelles». Or, dans l'état actuel des choses — vu la fragilité de la construction européenne, le rapport des forces en Europe avec notamment le poids dominant de l'impérialisme allemand, une Europe «supranationale» ne pourra que renforcer la main mise américaine sur l'Europe.

... A L'EUROPE DES POLICES

En 1977, l'Europe semble connaître une nouvelle relance qui pourrait mettre fin dans une certaine mesure aux stagnations et reculs de la période précédente. Pourtant, ce redémarrage a de quoi inquiéter :

Certes, la prise de position des Neuf, lors du Conseil de Londres en juin 1977, sur la situation au Proche-Orient qui reconnaît le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale marque un pas en avant dans l'affirmation d'une volonté politique propre des Neuf (et encore cette prise de position se situe-t-elle clairement dans le sillage de Carter, n'ayant été prise qu'après consultation de l'administration américaine).

Cependant, la proposition de Giscard lors du conseil de Bruxelles en décembre 1977 visant la création d'un «espace judiciaire européen» dans lequel se pratiquerait «l'extradi-

tion automatique» donne des contours bien précis à un aspect de la construction européenne : celui de l'Europe des polices, de l'extension à l'échelle européenne, du modèle allemand de la répression politique et du terrorisme policier, d'une Europe où les États les plus forts se donneront allégrement un droit d'intervention dans la situation intérieure des autres pays.

Tout comme l'Europe des polices, la relance économique qui se dessine depuis le conseil de Copenhague du printemps de cette année, n'a rien d'attirant pour les masses populaires européennes : collaboration des polices, coordination des politiques industrielles qui se traduit dans le domaine de la sidérurgie par exemple par des plans de restructuration et licenciements. Décidément, l'Union européenne qui a du mal à s'affirmer tant sur le plan de la sécurité que sur le plan politique réalise ses meilleurs progrès là où il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs !

Anne RHEIN

USA

Nixon sort des oubliettes. Il a fait sa rentrée politique dans le Kentucky pour critiquer violemment Carter. En même temps, Kissinger fait une tournée en Amérique Latine et Ford fait savoir qu'il envisage de se représenter aux élections. Alors que la politique de Carter est de plus en plus controversée, les fantômes ressuscitent !

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 5 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tour de France
 19 h 50 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Il y a encore des noisetiers. *Dramatique TV*
 22 h 00 - Médicale. L'organe tabou : le sein
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'heure d'été
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Moi, Claude l'empereur. *Feuilleton britannique*
 21 h 30 - Questions de temps : Quelle France ?
 22 h 35 - Journal
 22 h 50 - Petite musique de nuit
 23 h 00 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les nus et les morts. *Film américain*
 22 h 45 - Journal
 23 h 00 - Ciné regards

Jeudi 6 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Le tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le mutant.
 21 h 25 - L'évènement
 22 h 30 - «Caméra Je»
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - L'invitée. *Film franco-italien*
 22 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - L'invitée. *Film franco-italien de Vittorio de Seta*
 1969 avec Michel Piccoli et Joanna Shimkus
 22 h 25 - Journal et fin



REVUE DE COMITÉ DE LIASON ET D'INFORMATION SUR LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les maladies du nucléaire
 Combat pour Narita
 ARGENTINE : la torture ce cancer



Malades de la marée noire

Lutte, Santé, Sécurité
 n° 9 - 3^e trimestre 78
 vient de paraître
 (Revue du Comité
 de Liaison
 et d'Information
 sur la Santé
 et les Conditions
 de Travail)

AU SOMMAIRE :

— «Malades de la marée noire» - dossier : la toxicité du pétrole de l'«Amoco» - Professions exposées aux benzéniques - L'action des comités anti-marée noire, etc.
 — Hoboken : une cité qui meurt par le plomb - Minamata 22 ans après. Le mercure en Méditerranée.
 — Les maladies professionnelles dans le nucléaire - Analyse des

dernières normes de la CIPR - Superphénix, nouvelle erreur de conception.
 — Les effets du bruit à la mine - Remarques sur la nouvelle législation de l'amiante - Les pneumoconioses à métaux durs
 — Narita, la guerre des gueux
 — Boycott du congrès de cancérologie de Buenos-Aires
 — Paysans : suite du dossier lindane-Wessafic
 — Médecine : témoignage : comment se débarrasser d'un médecin du travail gênant.

Prix du numéro : 7 F
 Abonnement : 25 F
 A commander directement au CLISACT, 56 rue des Guipons 94800 Villejuif (Chèques à l'ordre du Clisact).

Au sommaire du n° 9 du journal des Comités de lutte des handicapés :
 — des nouvelles sur la lutte du Centre d'Aide pour le Travail (CAT) de Besançon ;
 — un premier bilan des comités ;
 — un bilan du meeting pour l'abrogation de la loi d'orientation ;
 — un compte-rendu de l'action des CLH lors de la journée nationale des handicapés ;
 — des critiques de livres ;
 — la position d'une femme handicapée à propos de la sexualité.



C.L.H.
 7, rue de Cambrai
 75 019 Paris

Le Quotidien du Peuple
 est en vente
 l'après-midi à Paris
 et le matin en province

téléphonez
 au
 quotidien
 636 73 76



Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 CCP N° 23 132 48 F - Paris
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

164^e épisode

Pavel devint aveugle mais il prit la chose très calmement. Il écrivit au secrétaire du comité de district qui vint le voir...

— Alors, comment ça va ? Toujours le même scandale ? Essaie seulement de te lever et on te fera recoucher tout de suite, et il éclata de rire.

Volmer passa deux heures chez Kortchaguine, oubliant totalement une réunion prévue pour le soir même. Il arpenta la chambre, écoutant les paroles émus de Pavel. Finalement, il intervint :

— Ne parle pas de diriger un cercle. Tu as besoin de te reposer et ensuite de savoir où tu en es avec tes yeux. Peut-être que tout n'est pas encore perdu ? Si tu allais à Moscou, hein ? Réfléchis...

Pavel lui coupa la parole :

— J'ai besoin d'hommes, camarade Volmer, d'hommes vivants ! Tout seul, je ne vivrai pas longtemps. J'en ai besoin maintenant plus que jamais. Envoie-moi des jeunes, parmi les tout nouveaux adhérents. Ils font du gauchisme dans tes villages, ils poussent vers la commune (1). Ils se sentent à l'étroit dans le kolkhoze. Si on ne les a pas à l'œil, les komsomols, ils cherchent à foncer en avant du détachement. J'ai été comme ça, moi aussi.

(1) La forme actuelle du kolkhoze est celle de l'artel, où le paysan possède en propre sa ferme personnelle et une petite exploitation auxiliaire. Dans la commune, forme de l'avenir, tous les moyens de production seront propriété collective. (N. d. T.)

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Volmer resta cloué sur place.

— Comment l'as-tu appris ? On vient de nous l'annoncer aujourd'hui même dans le rapport d'un district.

Kortchaguine sourit.

— Tu te souviens peut-être de ma femme ? On l'a admise hier au Parti. C'est elle qui me l'a raconté.

— Ah ! Kortchaguine, la plongeuse ? C'est donc ta femme ? Et moi qui n'en savais rien !

Il réfléchit et se tapa soudain sur le front.

— Je sais qui nous allons l'envoyer : Lev Bersénev. C'est le camarade idéal pour toi. Vous êtes faits pour vous entendre. A vous deux, vous ferez une sorte de transformateur à haute fréquence. Tu comprends, j'ai été monteur-électricien autrefois, et il m'en reste des mots comme ça, des comparaisons techniques. Ce Lev, il te bricolera un poste de T.S.F., c'est sa spécialité. Des fois, je reste chez lui jusqu'à deux heures du matin, les écouteurs collés aux oreilles. Ma femme en a même eu des soupçons : où passes-tu tes nuits, vieux coquin ?

Kortchaguine lui demanda en souriant :

— Qui est donc ce Bersénev ?

Fatigué de marcher de long en large, Volmer s'assit sur une chaise et poursuivit :

— Bersénev est notaire. Mais il est aussi notaire que moi je suis danseuse. Il n'y a pas longtemps encore, Lev avait de grandes responsabilités. Dans le mouvement révolutionnaire depuis 1912, au

Parti depuis Octobre. Pendant la guerre civile, il a travaillé au niveau d'une armée, au tribunal révolutionnaire de la II^e armée de cavalerie; il a érasé la vermine blanche dans le Caucase. On l'a vu aussi à Tsaritsyne et sur le front Sud; en Extrême-Orient, il a dirigé la Haute Cour militaire de la république. Il s'est donné à fond, et la tuberculose ne l'a pas loupé. De l'Extrême-Orient, il a rappliqué chez nous, dans le Caucase, où il a été président du tribunal provincial, puis vice-président du tribunal territorial. Les poumons l'ont lâché complètement. On l'a obligé à venir ici : c'était ça ou le cercueil. Et voilà pourquoi nous avons un notaire aussi peu ordinaire. Le poste est calme, ça lui permet de se remonter tout doucement. Petit à petit, on lui a confié une cellule, puis un poste au comité de district, puis des cours politiques, puis la commission de contrôle. Il fait partie de droit de toutes les commissions chargées de débrouiller les affaires compliquées et délicates. En outre, il est chasseur, passionné de radio et, bien qu'il n'ait qu'un poumon, on le prendrait difficilement pour un malade. Il nous éclabousse tous de son énergie. Et le jour où il mourra, ça sera sûrement quelque part en courant du comité de district au tribunal.

Pavel lança, véliement :
 — Mais pourquoi l'avez-vous surchargé comme ça ? Il a maintenant plus de travail qu'avant.

Volmer, les yeux plissés, jeta sur Kortchaguine un regard oblique :

— Si on te confiait un cercle et encore autre chose, Lev aussi s'insurgerait à l'occasion : « Pourquoi le surchargez-vous comme ça ? » Mais lui-même dit : « Plutôt vivre un an à plein rendement que traîner cinq ans dans un hôpital. » J'ai l'impression que nous ne pourrions ménager les hommes que lorsque nous aurons construit le socialisme.

(à suivre)

Le «Socialisme» de la terreur (3) L'OPPRESSION DES NATIONALITES

● L'encadrement fasciste des masses populaires dans la capitale et les grandes villes d'Éthiopie, est jugé d'autant plus nécessaire par le DERG («Comité militaire provisoire»), que le mécontentement grandit face à la baisse accélérée du niveau de vie des masses, qui creuse les écarts avec les revenus des tenants du régime. Les «milices» des kébés, recrutant dans un sous-prolétariat dont la dégradation de la situation économique favorise le développement, sont chargés de «faire respecter l'ordre». Cela va, comme à Adama, jusqu'aux exécutions en masse des ouvriers «récalcitrants».

L'URSS, de plus en plus responsable de l'endettement du pays, entend en même temps contribuer à l'écrasement de toute contestation sociale. De la même manière, elle entend contribuer à la liquidation de toute révolte des nationalités, comme dans la province du Tigrāi où stationnent des forces soviéto-cubaines.

Il est classique de parler de la mosaïque éthiopienne où sont dénombrées jusqu'à 80 ethnies. Une hiérarchie rigoureuse y avait été établie par le régime de Haïlé Sélassié. Celui-ci avait imposé la domination chauvine, écrasante, et sans partage de la nationalité amhara (environ 6,5 millions sur plus de 30 millions d'habitants), la langue et tout mode d'expression des autres nationalités étant soigneusement rejetés de l'administration, des écoles, des journaux. Le soulèvement populaire de février 74, avait mis profondément en cause cet état de choses. Et la junte éthiopienne fit des promesses pour le respect des «droits des nationalités».

Toutefois, les mouvements de masse des nationalités qui s'affirmaient ont dû subir rapide-

ment le joug du nouveau régime, que l'hostilité à tout pouvoir populaire et l'engagement dans la guerre contre l'Érythrée ont amené à une répression sanglante de tout mouvement populaire. La tentative d'anciens féodaux, destitués et expropriés (et bénéficiant de l'aide de l'impérialisme américain et de certains régimes de la région comme celui du Soudan), d'utiliser pour leurs propres fins réactionnaires, les mouvements des nationalités qui luttent pour le respect de leurs droits, a été mise à profit par le DERG pour «justifier» la répression violente des nationalités, au nom de la «défense de la révolution éthiopienne».

L'exemple de la province du Tigrāi est particulièrement intéressant à cet égard puisque c'est aussi bien face aux féodaux de

l'E.D.U. que face aux troupes du DERG et des soviéto-cubains, que combat le «Front de libération» qui s'y est constitué. Celui-ci, le FPLT, aidé par le mouvement de libération érythréen, ne remet nullement en cause l'unité de l'Éthiopie, sauf si, disent ses responsables, les droits de la nationalité du Tigrāi (respect de la langue, etc.) s'avèrent ne pas pouvoir être garantis par l'actuel régime éthiopien. Évoquant pour nous ce problème, un dirigeant du FPLE, de passage à Paris, nous disait, voici quelques semaines : «Nous soutenons le droit à l'autodétermination des nationalités dans le cadre de l'Éthiopie. S'il n'y avait pas eu l'oppression de la part de la nationalité amhara, il n'y aurait pas eu ce désir présent aujourd'hui dans les nationalités, de se séparer. Mais, nous ne sommes pas pour l'éclatement de l'Éthiopie ; le problème des nationalités éthiopiennes est distinct de celui de l'Éry-



Sur les routes, les fouilles permanentes par les «milices» et la police du DERG

thrée, qui a été colonisée et qui aspire donc à juste titre à l'indépendance».

C'est la dictature de Mengistu qui, en poursuivant la politique d'oppression des nationalités, met en cause l'intégrité de

l'Éthiopie. Une oppression à laquelle les dirigeants du Kremlin, qui ont en URSS une «riche expérience» de l'emprisonnement des peuples, entendent contribuer, dans leur entreprise de soutien au régime menacé d'Addis-Abeba.

Pour les travailleurs HAUSSES ET PENURIE

«Pour le peuple travailleur, il est insupportable de vivre avec 30 birr par mois, alors que les membres du DERG et la bourgeoisie bureaucratique vivent dans le confort avec des salaires allant de 500 à 4 000 birr par mois ! De plus, beaucoup des membres du DERG et de cette bourgeoisie reçoivent une prime quotidienne de vie chère (1) de 10 à 30 birr. Il n'est pas étonnant que les travailleurs et les petits fonctionnaires rejettent le discours du régime, sur la limitation des salaires.

Un quintal de teff, céréale dont on fait le pain local, est maintenant vendu 100 birr. Les prix des oignons, des tomates, du poivre vert ont été multipliés par dix en trois ans. Ils deviennent un luxe pour les pauvres. Que dire de la viande et du beurre. Il y a longtemps qu'ils ne sont plus au menu des travailleurs. Par exemple, un kilogramme de beurre coûte maintenant 10 birr, parfois plus (plus d'un tiers du salaire mensuel ouvrier !).

On pourrait penser que puisque le teff et les autres produits agricoles sont chers, les producteurs, c'est-à-dire les paysans

en tirent des bénéfices. Mais ce n'est pas le cas. Les prix sont fixés par la bourgeoisie bureaucratique et les commerçants monopolistes qui soutiennent le gouvernement. Par exemple, le teff vendu 100 birr par les commerçants, est acheté seulement 35 birr aux paysans. La spéculation est telle que le teff et même le pain disparaissent du marché. Dans le même temps, les unités «d'élites» ou «spéciales» du DERG reçoivent gratuitement le teff et leurs soldats peuvent acheter les denrées rares dans leur camp.

Le régime fasciste, maintenant armé jusqu'aux dents par le social-impérialisme directement, et par l'impérialisme US indirectement, a besoin plus que jamais de surexploiter les travailleurs des villes et de la campagne. La seconde livraison massive d'armes russes (un milliard de dollars) a été payée en monnaie forte et par la fourniture de produits aux Soviétiques, comme le café livré à l'URSS à un tarif de 20 % inférieur à celui du marché mondial...».

D'après Aybot journal du parti révolutionnaire du peuple éthiopien.

DES OUVRIERS DE LA CANNE A SUCRE EXECUTES PAR LE DERG

Plus de 700 ouvriers de la plantation de canne à sucre de Matahara et d'autres entreprises d'Adama, accusés d'avoir organisé des manifestations pour l'amélioration de leurs conditions de travail, ont été mis en détention dans le camp de la brigade des blindés, de l'armée du DERG à Adama. 70 d'entre eux ont subi des interrogatoires sévères et des tortures, et 68 ont été froidement assassinés. Ceci est la mise en œuvre des dispositions du régime interdisant les grèves, brisant par la force toute contestation ouvrière, après que les syndicats ouvriers, très actifs dans le mouvement populaire qui a conduit à la chute de Haïlé Sélassié, aient été dissous et remplacés par un «syndicat» à la botte du régime.

PENURIE DE SUCRE

Alors que l'Éthiopie peut être (et a été) auto-suffisante en sucre, le pays dans son ensemble est soumis à un rationnement venant d'une pénurie artificielle provoquée par d'importantes exportations de sucre. Le régime utilise le sucre et les autres ressources du pays pour acheter des Mig, des F 5, des missiles et autre matériel militaire. Et la population ne peut acheter le sucre, dans les magasins de quartiers, qu'à des prix exorbitants.

Révolte dans le Tigrāi

Par Eric LENOUEL*

● Le Tigrāi est une province du Nord de l'Éthiopie, jouxtant l'Érythrée, célèbre depuis des siècles par la capitale impériale du royaume Axoum, auquel appartenait une grande partie de l'Érythrée, il y a 13 siècles. La majorité de la population parle tigrinya (la même langue est parlée en Érythrée) et est de confession chrétienne. La nationalité tigréenne au même titre que les autres (oromo, bien...) a subi l'oppression des amharas ; sous le règne de Haïlé Sélassié, parler tigrinya risquait de conduire à la prison et à la torture. Le puissant mouvement de masse de la révolution de 74 et l'exemple de la lutte de libération en Érythrée fit se structurer un mouvement de résistance qui existait clandestinement dès les années 60 et qui a donné naissance à un «Front populaire de libération du Tigrāi» (FPLT). Un cadre de ce front, nous a présenté ainsi les buts recherchés par son mouvement : «Notre premier but est de former un front uni avec les autres nationalités d'Éthiopie et les forces et partis progressistes ; ensuite former un gouvernement Populaire Révolutionnaire avec l'indépendance politique, économique et culturelle dans la ligne de l'autosuffisance. Si cet objectif ne peut pas être atteint alors nous ferons sécession... qu'il s'agisse de rester avec l'Éthiopie, d'être indépendant ou de s'unir avec l'Érythrée, c'est au peuple tigréen de décider de son avenir».

«Le 18 février 75 marque le début de la lutte armée dans le Tigrāi quand les premiers éléments du FPLT prennent le maquis» ainsi me parlait Jamaico dans le bureau extérieur du FPLT à Khartoum (Soudan), en décembre dernier, lui-même membre du FPLE et qui avait aidé avec un autre camarade à la création du FPLT.

LES OPERATIONS DE GUERRILLA SE MULTIPLIENT

La lutte que mène le FPLT est encore au stade de la guérilla. Les combattants tendent des embuscades aux convois militaires sur les routes reliant les grands centres comme Adoua, Adigrat, Axoum, Makale... et s'emparent du maxi-

mum d'armes et de matériaux divers... On m'a montré à Kassala une ambulance et divers camions pris à l'armée éthiopienne. Le FPLT solidement implanté dans les campagnes, a mis en place une réforme agraire qui, selon certains observateurs, remporte un succès plus grand que celle mise en place ailleurs en Éthiopie par le régime d'Addis-Abeba. Le FPLT remporte un succès croissant et rallie à lui de nombreux combattants. Les opérations de guérilla se multiplient et les harcèlements continus du FPLT obligent l'armée éthiopienne à ne sortir des villes qu'en convois puissamment escortés. Le FPLT circule où il veut et quand il veut dans le Tigrāi mais il ne prétend pas avoir de «zones libérées». Par exemple, la ville d'Inticho (près de la frontière érythréenne) occupée par le FPLT au cours de l'année 1977 a été reprise par l'armée éthiopienne en décembre sans combats.

L'AIDE ERYTHREENNE

Le FPLT bénéficie de l'aide des deux mouvements de libération érythréens, le FPLE et le FLE. Ces fronts leur accordent la liberté de circulation à travers leurs «zones libérées» pour gagner le Soudan, et aussi une aide matérielle et morale. Des opérations militaires sont aussi réalisées en commun. Ainsi le 18.12.77 le FPLE et le FPLT s'emparaient de la ville de Abye-Adi, centre important de communication joignant Makale à Adoua.

Après avoir traversé les zones libérées du FLE j'ai pu passer quelques heures dans le Tigrāi, une fois traversée la frontière naturelle entre l'Érythrée et l'Éthiopie (la rivière Mereb) où se trouve le monument commémorant la «fédération» de 1952 imposé par Haïlé Sélassié, je suis arrivé au village de Rama où se trouvaient des forces du FLE et du FPLT. Depuis 1975, un bataillon du FLE est stationné en permanence devant la ville d'Adoua.

FACE AUX SOVIETO CUBAINS

Selon un cadre du FPLT présent dans le village, les troupes éthiopiennes stationnées dans le Tigrāi se montaient à 20 000 hommes répartis dans les différentes villes et spécialement à Adoua. On parle aussi de la présence de soldats cubains, de Sud-Yéménites et de Soviétiques.

Le FPLT fait un gros travail

d'éducation politique par le biais de ses organisations de masses (paysans, travailleurs, femmes et jeunes), clandestines en Éthiopie. Comme de nombreux tigréens se sont exilés, on retrouve ces organisations de masse présentes au Soudan, en Europe et aussi en Arabie Séoudite, et en Union Soviétique mais d'une façon clandestine pour ces deux derniers pays.

FACE AUX FÉODAUX

Le Front Populaire de libération du Tigrāi n'est pas le seul à opérer dans cette province : on y trouve aussi «l'Union démocratique éthiopienne» (EDU) et le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE). L'EDU est un ramassis de féodaux, soutenus un moment par le Soudan, tentant d'enrôler les paysans de la province du Gondar (ex Begemder) et ayant vainement cherché à renverser le DERG pour mettre en place une «démocratie» à l'occidentale. Début 77 l'EDU remportait son unique grande «victoire» en s'emparant d'Hume-va, ville frontalière au croisement du Soudan, de l'Éthiopie et de l'Érythrée. Peu après l'EDU manifestait sa résolution de marcher sur Addis-Abeba en 6 mois en passant par le Tigrāi. Les troupes de l'EDU quittèrent le Gondar mais, furent taillées en pièces par le FPLT à leur arrivée dans le Tigrāi. Il est vrai que l'armée féodale de l'EDU avec ses musiciens à l'avant-garde présentait une très grande vulnérabilité... Depuis, la guerre continue entre l'EDU et le FPLT mais les premiers ne sont présents que dans un district occidental du Tigrāi et leurs forces sont très affaiblies.

En tout cas le Front Populaire de Libération du Tigrāi semble bien être «la première force autosuffisante, politiquement et militairement développée parmi les nationalités éthiopiennes», selon l'expression d'un responsable du Front.

*Eric Lenouvel : Reporter-photographe. Il est notamment l'auteur du reportage-photos sur les zones libérées de l'Érythrée publié dans le Quotidien du Peuple en décembre 77.

Eric Lenouvel, qui a vécu plusieurs semaines aux côtés des combattants érythréens, avait été gravement blessé à la fin de son reportage par un bombardement éthiopien. Il est actuellement en convalescence.